

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
8 mai 2003  
Français  
Original: anglais

---

**Lettre datée du 7 mai 2003, adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Secrétaire général**

J'ai l'honneur de soumettre ci-joint à votre examen et à celui des membres du Conseil de sécurité une lettre datée du 1er mai 2003, émanant du Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991, le juge Theodor Meron (voir annexe).

Dans sa lettre, le Président Meron demande au Conseil de sécurité de modifier le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie afin que, pendant la durée où ils sont nommés pour servir auprès du Tribunal pour un procès, les juges *ad litem* puissent également se prononcer pendant la phase préalable à l'audience dans d'autres procès.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité.

(Signé) Kofi A. **Annan**



## Annexe

### **Lettre datée du 1er mai 2003, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président du Tribunal pénal international chargé de juger les personnes accusées de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991**

[Original : anglais et français]

Je me permets de m'adresser à vous au sujet d'une question particulièrement importante pour le Tribunal pénal international : la participation des juges *ad litem* à la mise en état des affaires.

Je vous rappelle que mon prédécesseur, le juge Claude Jorda, avait écrit au Conseil de sécurité le 6 mars 2002 pour lui demander de supprimer les termes spécifiant que les juges *ad litem* ne sont pas habilités « à se prononcer pendant la phase préalable à l'audience » de l'article 13 *quater* du Statut du Tribunal pénal international. Je souhaiterais réitérer la demande de mon prédécesseur et vous demander également d'ajouter à l'article 13 *quater*, paragraphe 1 du Statut, un alinéa d) précisant que les juges *ad litem* « jouissent du pouvoir de se prononcer pendant la phase préalable à l'audience dans d'autres procès que ceux auxquels ils ont été nommés pour juger ».

Je suis convaincu, comme le juge Jorda, que cette limitation du mandat des juges *ad litem* empêche le Tribunal pénal international d'utiliser au mieux leur temps de travail. Il serait donc bénéfique au Tribunal pénal international que ceux-ci puissent, en même temps que siéger à l'audience dans les affaires auxquelles ils ont été assignés par le Secrétaire général, participer à la mise en état d'autres affaires. Comme le Tribunal pénal international ne dispose que de trois salles d'audience pour six procès simultanés, les juges *ad litem* ne siègent que par demi-journée dans des procès qui sont souvent très longs. Pour cette raison, je considère que les juges *ad litem* disposent du temps nécessaire pour s'occuper d'autres affaires en cours. Cette proposition me semble d'autant plus justifiée que les juges *ad litem*, par leur connaissance et leur expérience acquises au Tribunal pénal international, sont pleinement aptes à préparer d'autres affaires.

Je tiens également à préciser que les caractères limité et temporaire de la fonction des juges *ad litem* ne seraient aucunement remis en cause par cette nouvelle attribution. Chaque juge *ad litem* resterait assigné à un procès déterminé et ce n'est que pendant la durée de celui-ci qu'il aurait à exercer des tâches de mise en état d'autres affaires. Il n'en résulterait donc aucune charge financière supplémentaire pour les Nations Unies.

Je tiens par ailleurs à confirmer que, conformément à l'article 13 *quater* du Statut du Tribunal pénal international, les juges *ad litem* continueront à ne pas participer à l'adoption du Règlement de procédure et de preuve, à l'examen des actes d'accusation et aux consultations tenues par le Président au sujet de la nomination de juges ou de l'octroi d'une grâce ou d'une commutation de peine. Il ne

s'agit donc en aucun cas d'en faire des juges quasi permanents, appelés à siéger dans plusieurs procès, mais de « rentabiliser » au maximum leur mandat au Tribunal pénal international.

Je vous remercie d'avance de l'attention que vous voudrez accorder à la présente et reste à votre disposition pour toute question supplémentaire.

Le Président  
(*Signé*) Theodor **Merón**

---